



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Discours prononcé par Tiff Macklem
premier sous-gouverneur de la Banque du Canada
devant l'Economic Club of Canada
Toronto (Ontario)
1^{er} octobre 2013**

La croissance mondiale et les perspectives des exportations canadiennes

Introduction

Bonjour. Je vous remercie de m'avoir invité à prendre la parole devant l'Economic Club of Canada.

Si le Canada est prospère, c'est qu'il est ouvert sur le monde et voit à ce que le monde soit ouvert sur lui. Nos citoyens viennent des quatre coins de la planète, et ils voyagent et travaillent partout sur le globe. Nous participons à la gouvernance mondiale, offrons notre aide et notre savoir-faire lorsque surviennent des catastrophes et des conflits, et, ce qui compte par-dessus tout pour notre prospérité, nous sommes une nation commerçante.

Depuis toujours, les exportations constituent un important moteur de la croissance économique du Canada. Aujourd'hui, elles représentent environ le tiers du revenu national.

Voilà le sujet dont j'ai choisi de vous entretenir : les exportations. Quelle influence la demande mondiale est-elle appelée à exercer sur la tenue de nos exportations, et que devrions-nous faire pour tirer pleinement avantage d'un marché mondial en expansion?

La tenue des exportations canadiennes

Pour pénétrer et servir les marchés internationaux, nos exportateurs ont dû faire preuve d'ingéniosité, de créativité et de compétitivité. Ils n'ont pas le choix : ils sont actifs sur un marché mondial où la concurrence est féroce, et doivent composer avec une économie mondiale en constante évolution. Au cours des douze dernières années, la géographie et la composition de la croissance se sont radicalement transformées. L'expansion au sein des économies de marché émergentes et en développement dépasse désormais celle des économies avancées, et crée ainsi à la fois de nouveaux marchés et de nouvelles sources

de concurrence. De plus, l'économie du savoir est en train de devenir un moteur du commerce de services. À bien des égards, la crise financière n'a fait qu'accélérer ces changements.

Nos exportateurs s'adaptent, mais le processus s'avère très douloureux.

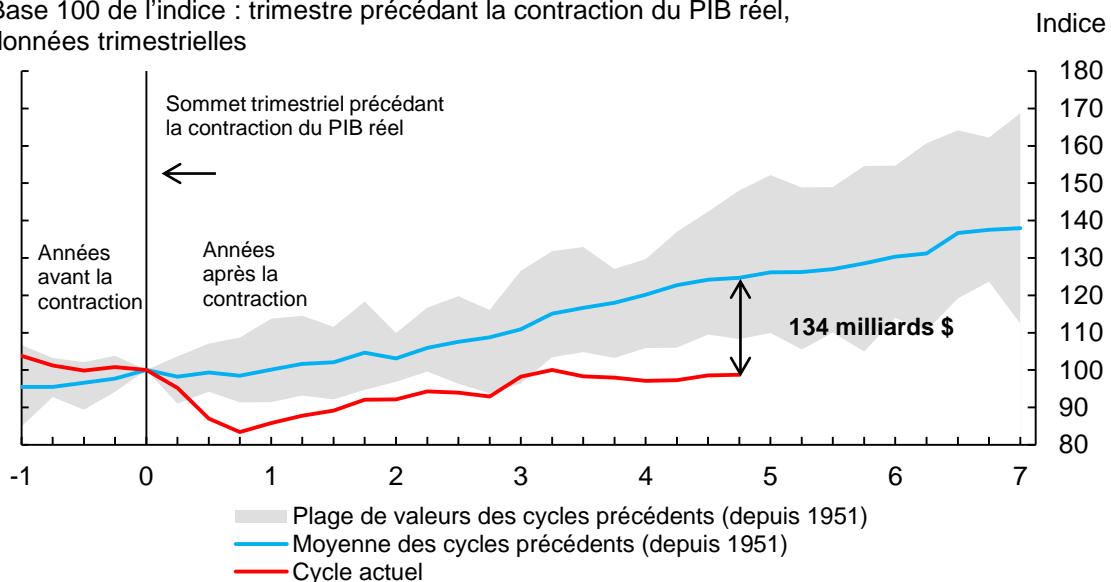
Dans la foulée de la crise financière, nos exportations ont été plus durement touchées que lors de toute autre récession de l'après-guerre, chutant d'environ 17 % sur trois trimestres, ce qui équivaut à plus du triple de la baisse enregistrée durant la récession de 1990-1991. De nombreux exportateurs canadiens ont déclaré faillite ou se sont retournés vers le marché intérieur. Entre le sommet de 2008 et le creux de 2010, le nombre d'exportateurs a diminué de presque 20 %, reculant de près de 9 000 entreprises.

Après avoir bondi au second semestre de 2011, les exportations se sont à nouveau essouffées, se repliant de quelque 1,2 %. Elles restent de 6,5 %, soit 35 milliards de dollars, inférieures au sommet atteint avant la récession, et de plus de 130 milliards de dollars en deçà du niveau où elles se situeraient lors d'une reprise moyenne des exportations (**Graphique 1**). Bref, il y a beaucoup de terrain à regagner.

Graphique 1 : La reprise des exportations est la plus faible de l'après-guerre

Évolution comparative des exportations, en termes réels, sur différents cycles

Base 100 de l'indice : trimestre précédant la contraction du PIB réel, données trimestrielles



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2013T2

Cette faiblesse est largement attribuable à l'atonie de la demande étrangère - il s'agit de la reprise la plus faible de l'après-guerre qu'aient connue les États-Unis. Cependant, cette faiblesse se trouve accentuée par une tendance à long terme : notre part du marché des exportations mondiales diminue depuis plus de dix ans. Depuis 2000, celle-ci est passée d'environ 4,5 % à quelque 2,5 %¹. Cette baisse est en partie la conséquence inévitable de l'arrivée de la Chine sur les marchés mondiaux. Mais même si l'on tient compte de ce facteur, le Canada fait piètre figure. La diminution de sa part des échanges internationaux le classe au deuxième rang des pays du G20 ayant obtenu les pires résultats à ce chapitre.

Au lendemain de la crise financière, la stratégie de la Banque en matière de politique monétaire a consisté à soutenir la demande intérieure le temps que la reprise des exportations s'enracine. La première composante de cette stratégie a fonctionné : la demande intérieure finale s'est rapidement redressée au pays.

Ce redressement a toutefois eu pour effet indirect l'apparition de déséquilibres dans le secteur des ménages, qui se sont traduits par une hausse du levier d'endettement de ces derniers, des prix élevés dans certains marchés du logement et un nombre accru de ménages lourdement endettés. Aujourd'hui, l'évolution de ces déséquilibres est plus constructive.

C'est là une bonne nouvelle. Le risque que survienne une correction brusque et douloureuse s'en trouve réduit.

Mais cette prudence toute récente des ménages, si encourageante soit-elle, limite la croissance. Pour remplacer cette croissance, il faut que la demande se déplace vers les exportations et les investissements des entreprises.

Malheureusement, ce déplacement tarde à se manifester.

Cette situation n'est pas sans conséquence : la croissance au Canada a ralenti. Au cours de la période de un an terminée en juin dernier, elle s'est chiffrée à seulement 1,4 % en moyenne, contre 2,6 % pour l'année précédente. Compte tenu que la production potentielle progresse à un taux estimatif d'environ 2 %, l'expansion de la demande n'a pas suivi celle de la capacité de production, et la marge de ressources inutilisées s'est creusée.

Pour résorber la marge notable de capacités excédentaires présente actuellement au sein de l'économie, la demande doit augmenter sensiblement plus vite que l'offre, c'est-à-dire à une cadence d'au moins 2 1/2 %.

La Banque est en train de réviser sa prévision, et elle publiera ses plus récentes perspectives économiques dans la livraison d'octobre du *Rapport sur la politique monétaire*. Mais dans l'ensemble, elle s'attend à ce que les dépenses des ménages et des administrations publiques ajoutent environ 1 1/2 point de pourcentage à la croissance. Du coup, pour que l'expansion du PIB atteigne au moins 2 1/2 %, il faut que les exportations nettes et les investissements fournissent au minimum 1 point de pourcentage. C'est donc dire qu'ensemble, les exportations et les investissements doivent croître d'au moins 4 % environ, une fois prise en compte leur teneur en importations.

Or, au cours de la dernière année, les exportations nettes et les investissements n'ont apporté aucune contribution à la croissance.

Les conditions sont propices pour une accélération des investissements des entreprises. Celles-ci affichent des bilans exceptionnellement solides, et les taux auxquels elles peuvent emprunter demeurent très bas, même s'ils ont remonté par rapport à leurs creux. Les investissements ont toutefois peu de chances de s'accélérer tant que les entreprises n'auront pas la conviction que la demande se redresse.

Les exportations jouent donc un rôle déterminant.

À mesure que les entreprises verront leurs carnets de commandes se remplir, elles mettront leurs plans d'investissement à exécution. Le délai qui s'écoule

habituellement entre une reprise des exportations et une accélération des investissements est d'à peu près six mois.

La question fondamentale qui se pose est donc la suivante : quelles sont les perspectives de nos exportations ?

Pour y répondre, je passerai d'abord en revue les perspectives de croissance de l'économie mondiale et la demande visant nos exportations de biens et services.

Les perspectives mondiales

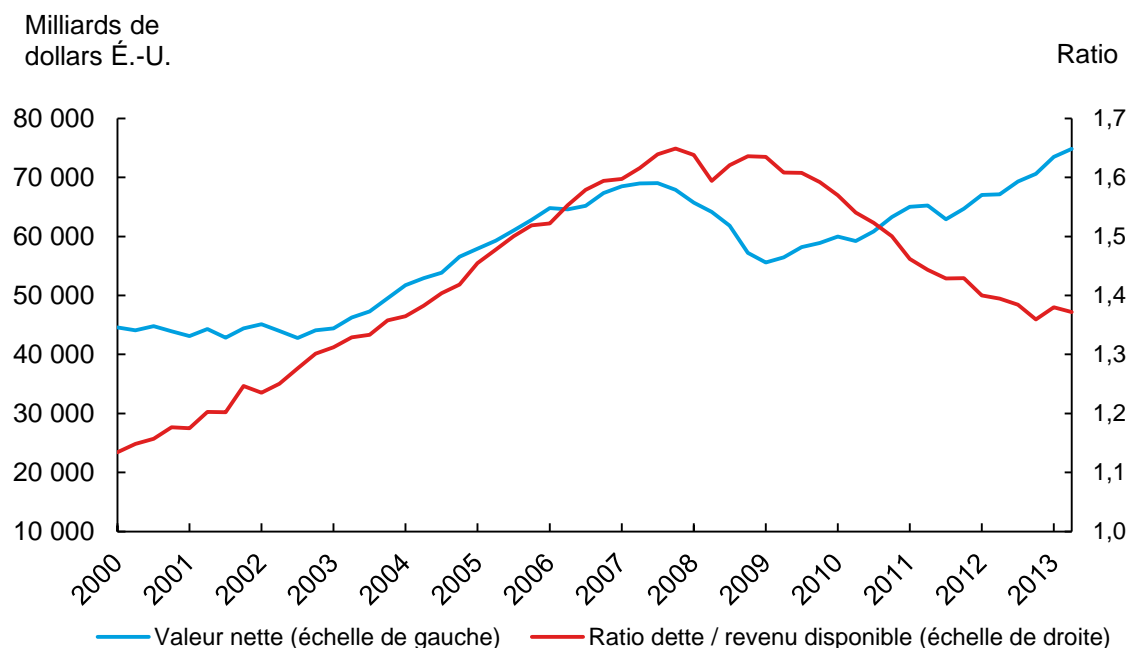
Les économies avancées contribuent davantage à la croissance

L'économie américaine récolte aujourd'hui les fruits des mesures énergiques prises pour réparer le système financier du pays et de la politique monétaire exceptionnellement expansionniste qui a été mise en œuvre. La demande privée s'est raffermie, en dépit du freinage budgétaire considérable auquel les hausses d'impôt et les réductions automatiques des dépenses ont donné lieu, et de l'atonie du marché du travail.

Des progrès très importants ont été réalisés dans la réduction du levier d'endettement des ménages aux États-Unis. Sous l'effet conjugué des défauts de paiement, de la hausse de l'épargne ainsi que des plus-values sur les maisons et les actions, la valeur nette du patrimoine des ménages est revenue aux niveaux de 2007 (**Graphique 2**).

Graphique 2 : La valeur nette du patrimoine des ménages américains s'est nettement redressée

Données trimestrielles



Nota : Le secteur des entreprises individuelles est pris en compte dans les calculs de la dette des ménages aux États-Unis.
Sources : Réserve fédérale américaine et Bureau d'analyse économique des États-Unis

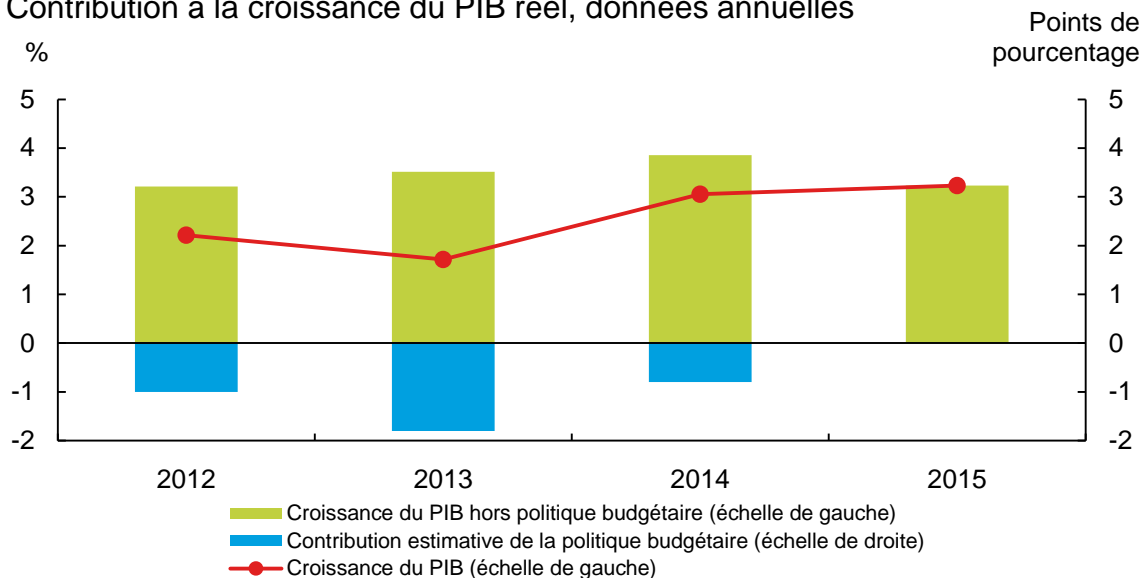
Dernière observation : 2013T2

Les mises en chantier et les reventes de logements se redressent, et les prix des maisons ont maintenant gagné près de 18 % par rapport à leur creux. Le jadis puissant consommateur américain fait son retour - quoiqu'il se montre plus prudent - et apporte ainsi un soutien à la croissance (hors politique budgétaire), laquelle s'établit entre 3 1/2 et 4 %.

L'expansion du PIB global est cependant beaucoup plus faible, en raison de l'important freinage budgétaire, qui, selon nos estimations, va retrancher 1 3/4 point de pourcentage à la croissance cette année (**Graphique 3**).

Graphique 3 : L'assainissement budgétaire réduit la croissance de l'économie américaine

Contribution à la croissance du PIB réel, données annuelles



Nota : La contribution de la politique budgétaire à la croissance traduit à la fois l'effet direct des mesures prises sur les dépenses publiques et leurs retombées indirectes sur les autres composantes de la demande globale.

Sources : Bureau d'analyse économique des États-Unis et calculs et projections de la Banque du Canada

Alors que ce facteur limite la croissance du PIB, nos exportations sont davantage axées sur la demande privée aux États-Unis, qui se révèle plus vigoureuse. La reprise dans le secteur du logement, en particulier, crée une nouvelle demande d'exportations canadiennes de bois d'œuvre et de matériaux de construction.

Au Japon, les trois volets de la révolutionnaire politique « abénomique » ont jusqu'ici produit des résultats impressionnants². Ils ont eu pour conséquence immédiate de propulser le cours des actions à la hausse, de déprécier le yen d'environ 20 %, d'engendrer des anticipations d'inflation positive et de faire passer les taux d'intérêt réels à long terme en territoire négatif. Résultat : une croissance plus rapide, à près de 4 % en moyenne (en chiffres annuels), au premier semestre de l'année. Pour maintenir cet élan, les mesures de politique monétaire énergiques devront faire place à des réformes structurelles plus difficiles, lesquelles font l'objet du troisième volet.

En Europe, on observe les premiers signes d'une reprise. Les spirales baissières de l'austérité budgétaire, de la réduction du levier d'endettement des banques, du recul de l'activité économique, de l'alourdissement des dettes publiques et de la hausse des prêts non productifs, dont les effets se conjuguent, sont en train de s'atténuer. La croissance dans la zone euro est maintenant positive et, fait

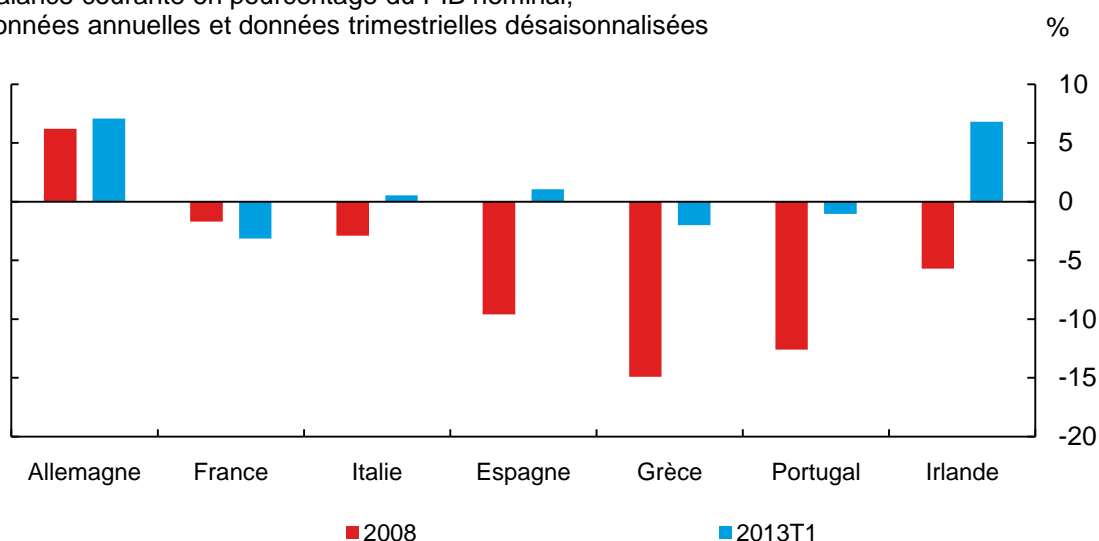
encourageant, les déséquilibres structurels à l'origine de la crise dans cette région montrent également des signes d'amélioration. Les importants déficits des balances courantes des pays périphériques ont été pour l'essentiel éliminés (**Graphique 4**) et, surtout, la compétitivité de ces pays par rapport à l'Allemagne a commencé à se redresser (**Graphique 5**). Tout cela est de bon augure.

L'Europe est cependant loin d'être sortie de l'auberge. La croissance devrait rester modérée, et il subsiste des risques à la baisse. La situation est tout de même plus favorable qu'il y a six mois et beaucoup plus qu'il y a un an.

Graphique 4 : Les déséquilibres des balances courantes dans la zone euro se sont améliorés

Balances courantes dans la zone euro

Balance courante en pourcentage du PIB nominal;
données annuelles et données trimestrielles désaisonnalisées



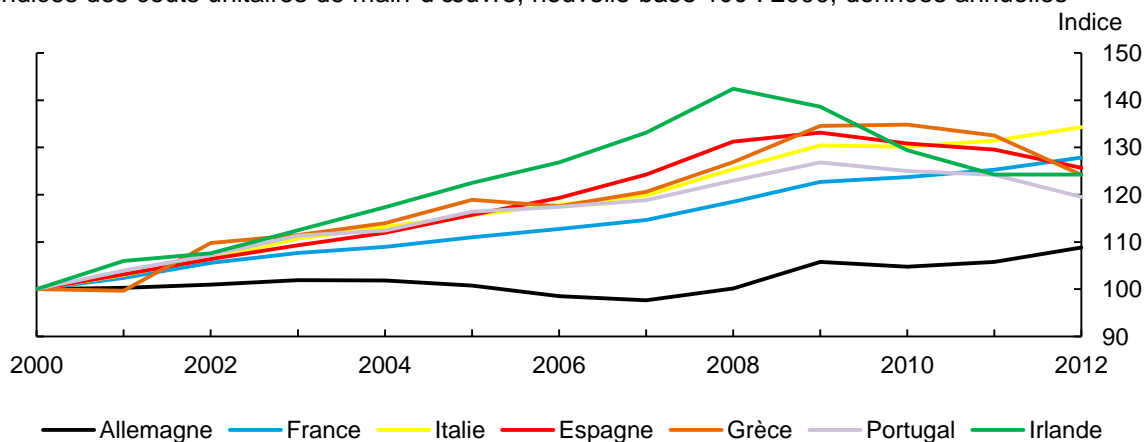
Sources : Eurostat, Banque de Grèce, Autorité statistique hellénique, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (avril 2013) et Haver Analytics

Dernière observation : 2013T1

Graphique 5 : La compétitivité des pays périphériques de la zone euro s'améliore

Coûts unitaires de main-d'œuvre nominaux dans la zone euro

Indices des coûts unitaires de main-d'œuvre, nouvelle base 100 : 2000; données annuelles



Sources : Eurostat et Haver Analytics

Dernière observation : 2012

La croissance paraît solide en Chine mais s'essouffle dans d'autres économies émergentes

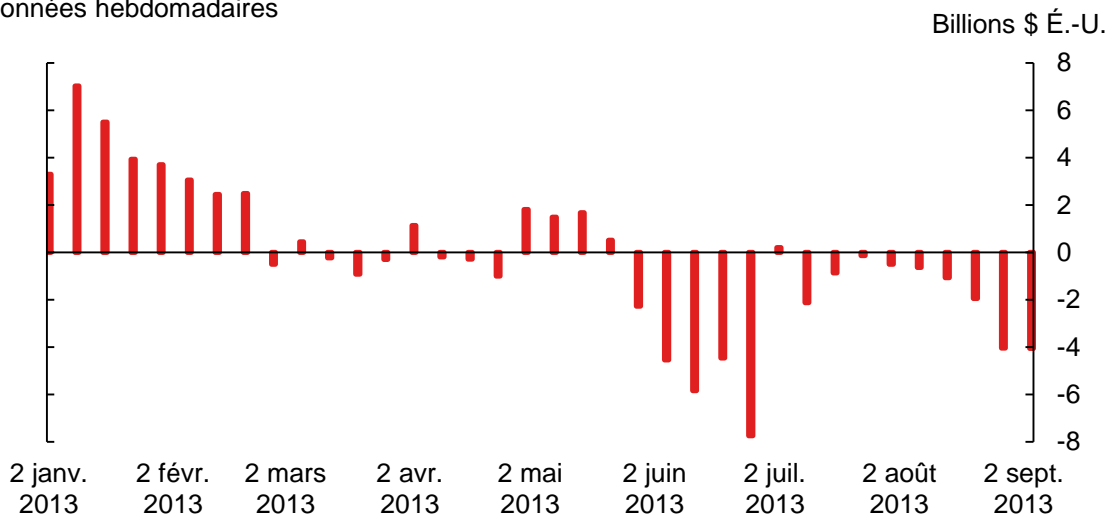
En Chine, la croissance a ralenti mais reste solide, à 7 1/2 %, et la confiance s'améliore. La croissance est stimulée par la robustesse des investissements, notamment dans les infrastructures, ainsi que par les conditions de crédit expansionnistes. Grâce aux réformes structurelles favorisant la consommation, elle devrait se déplacer vers cette dernière, mais le processus s'effectuera probablement de façon très graduelle.

À l'inverse, dans un certain nombre d'autres économies émergentes, la volatilité financière s'est accrue et les perspectives de croissance se sont assombries. Du fait de l'accentuation de la courbe de rendement aux États-Unis, on a assisté à des sorties de capitaux généralisées dans les économies émergentes en juin et en juillet, les investisseurs se détournant du risque (**Graphique 6**). Depuis, les marchés se montrent plus sélectifs, et se concentrent sur les économies émergentes qui semblent plus vulnérables en raison de la conjonction des déficits des balances courantes, de l'inflation et du ralentissement de la croissance (**Graphique 7**).

Graphique 6 : Les sorties de capitaux des économies émergentes se sont accélérées cet été, les investisseurs se détournant du risque

Entrées nettes de capitaux dans les principaux pays émergents en 2013

Données hebdomadaires



Nota : Les entrées nettes de capitaux sont calculées à partir de la somme des placements nets dans les fonds d'actions et d'obligations en Argentine, en Afrique du Sud, au Brésil, au Chili, en Chine, en Corée, en Inde, en Indonésie, au Mexique, en Russie et en Turquie.

Source : EPFR

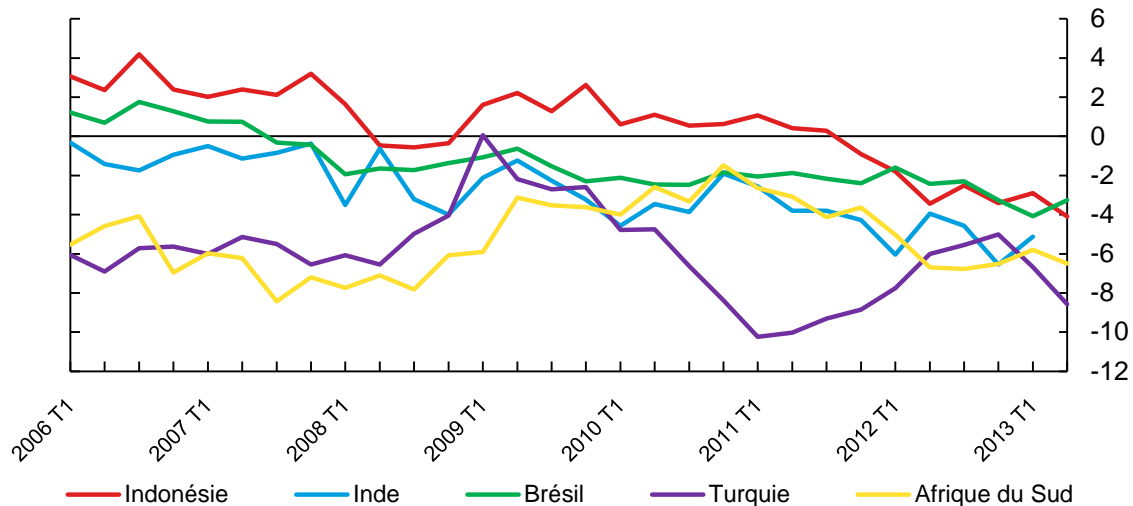
Dernière observation : 4 septembre 2013

Graphique 7 : Les économies émergentes affichant des déficits des balances courantes ont été vulnérables aux turbulences financières mondiales

Balance courante en pourcentage du PIB des économies émergentes durement touchées

Données trimestrielles désaisonnalisées

% du PIB



Sources : Banque d'Indonésie, Banque de réserve de l'Inde, Banque centrale du Brésil, Banque centrale de la République turque et Banque de réserve sud-africaine

Dernières observations : 2013T1 (Inde), 2013T2 (autres pays)

Bien qu'on ait observé une certaine stabilisation des marchés financiers, ces pays émergents ont vu leurs écarts de crédit s'élargir et leurs monnaies se déprécier fortement (**Graphique 8**). Afin de limiter la dépréciation, les autorités des pays touchés ont mis en œuvre une série de mesures pour endiguer les sorties de capitaux, dont des interventions de change, des contrôles de capitaux et des hausses des taux directeurs. Si ces mesures sont susceptibles de fournir un soulagement temporaire, il y a un prix à payer. En définitive, la meilleure façon dont les pays peuvent se protéger consiste à entreprendre les réformes en profondeur nécessaires pour mettre de l'ordre dans leurs affaires.

Les attentes d'une croissance stable et solide en Chine viendront soutenir les cours des produits de base, lesquels demeurent élevés dans l'ensemble en regard du passé. Toutefois, le ralentissement récent de l'activité dans d'autres économies émergentes, conjugué à un certain recul de la demande d'actifs à risque, a exercé des pressions à la baisse sur les prix de nombreux produits de base ces derniers mois, particulièrement ceux des métaux communs. Globalement, les cours des produits de base devraient rester relativement stables jusqu'à la fin de 2015, les effets du repli modeste escompté des cours du pétrole étant compensés par un renchérissement graduel des produits de base non énergétiques.

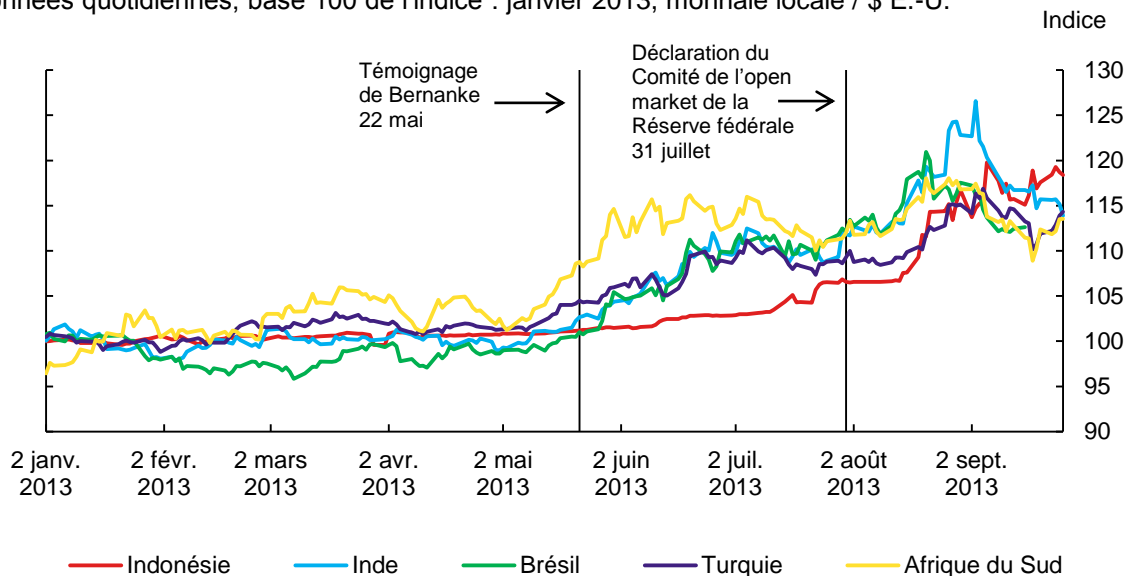
Quel sera l'effet sur nos exportations de ces évolutions à l'échelle mondiale?

Pour répondre à cette question, j'examinerai nos exportations sous trois angles : la géographie de notre commerce, c'est-à-dire les pays auxquels nous vendons, notre compétitivité sur les marchés mondiaux et notre éventail de produits.

Graphique 8 : Les sorties de capitaux ont entraîné une dépréciation marquée des monnaies de plusieurs économies émergentes

Taux de change nominal des économies émergentes durement touchées

Données quotidiennes, base 100 de l'indice : janvier 2013, monnaie locale / \$ É.-U.



Source : *The Wall Street Journal*

Dernière observation : 26 septembre 2013

La géographie de notre commerce

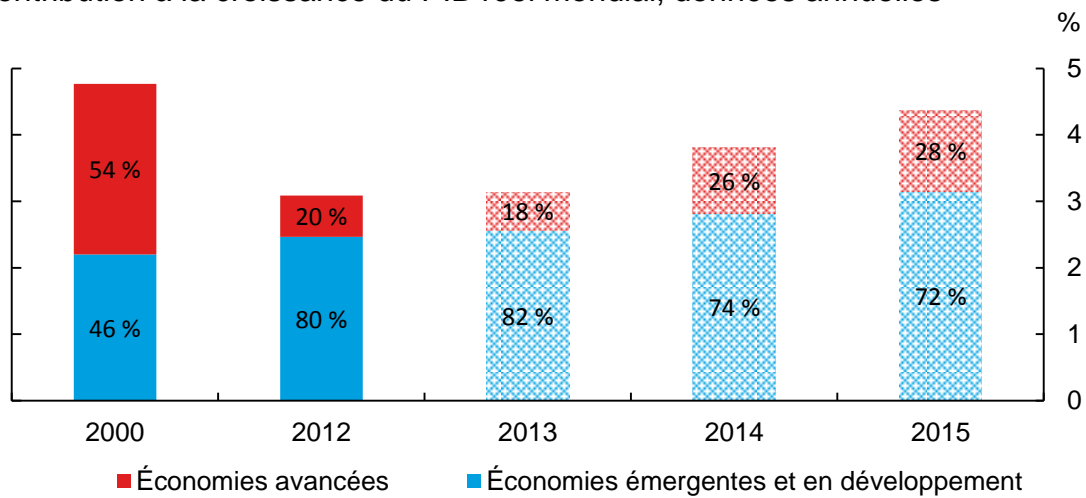
Au cours des douze dernières années, la géographie de notre commerce nous a desservis en raison de la croissance plus lente de nos principaux partenaires commerciaux par rapport à celle de l'économie mondiale. De 2001 à 2007, l'expansion en Chine et dans d'autres économies émergentes a été supérieure à celle de la demande américaine. La crise n'a fait qu'exacerber cette situation. Les marchés émergents comptent maintenant pour 80 % de la croissance mondiale (**Graphique 9**). Toutefois, 12 % seulement de nos exportations vont directement aux économies émergentes à croissance rapide, alors que 85 % sont destinées aux économies avancées qui affichent une croissance lente. Comparativement à ses pairs, l'exposition directe du Canada aux marchés émergents, mesurée en fonction de la part des exportations, est très faible (**Graphique 10**).

Afin d'illustrer l'ampleur de cet effet de la géographie du commerce, supposons que le Canada a le même degré d'exposition que les États-Unis aux économies émergentes (**Graphique 11**). La demande étrangère visant nos exportations serait supérieure de 60 milliards de dollars.

À plus long terme, la géographie de notre commerce devrait s'améliorer lorsque la reprise gagnera en vigueur dans les économies avancées, et particulièrement aux États-Unis. Les économies émergentes devraient demeurer la principale source de croissance pendant plusieurs années, mais à mesure que l'activité se redressera aux États-Unis et dans les autres économies avancées, elles devraient regagner au moins en partie la part de la croissance mondiale qu'elles ont perdue ces dernières années (comme il est projeté au Graphique 9). Voilà qui sera favorable pour nos exportations.

Graphique 9 : La croissance tient à présent essentiellement aux économies émergentes

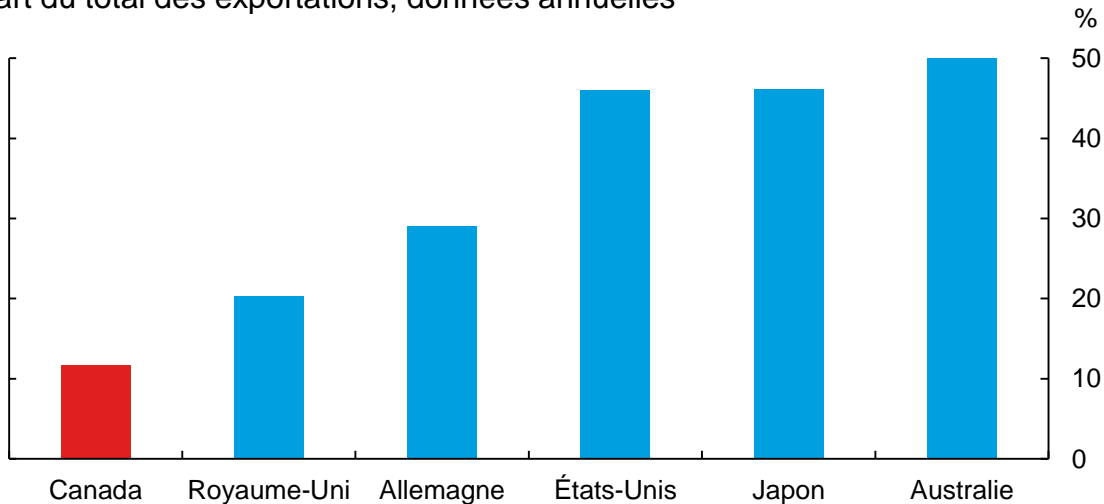
Contribution à la croissance du PIB réel mondial, données annuelles



Nota : Les colonnes ombrées représentent des projections.
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2013, par l'intermédiaire de Haver Analytics

Graphique 10 : L'exposition du Canada aux économies émergentes est relativement faible

Part du total des exportations, données annuelles

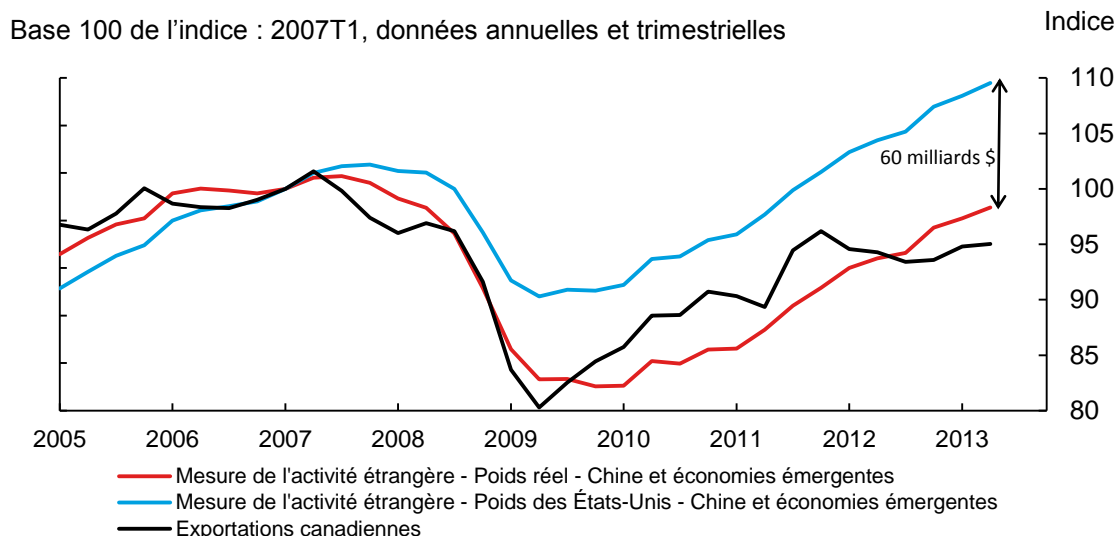


Source : Fonds monétaire international

Dernière observation : 2012

Parallèlement, les exportateurs canadiens développent de nouveaux marchés dans les économies émergentes dont la croissance est la plus rapide. Le tiers des entreprises indiquent qu'elles ont déjà commencé à exporter vers de nouveaux marchés au cours des deux dernières années, et environ la moitié d'entre elles prévoient étendre leurs activités vers de nouveaux pays dans les deux années à venir. Les deux destinations les plus souvent citées sont le Brésil et la Chine³.

Graphique 11 : Si le Canada avait le même degré d'exposition que les États-Unis aux économies émergentes, la demande visant ses exportations serait supérieure de 60 milliards de dollars



Nota : Les mesures de l'activité étrangère de la Banque du Canada sont calculées en fonction de la part de 2012 des exportations canadiennes et américaines à destination de la Chine et de certaines économies émergentes. Le chiffre indiqué représente l'écart entre les exportations au 2^e trimestre de 2013 et le niveau des exportations implicite issu des mesures de l'activité étrangère recalculées. Les valeurs sont exprimées en dollars enchaînés de 2007.

Sources : Fonds monétaire international, Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2013T2

Outre les exportations directes vers les économies en développement, les exportateurs canadiens font également partie de chaînes d'approvisionnement mondiales. En participant à ces chaînes, les entreprises canadiennes profitent du commerce avec des pays comme l'Inde et la Chine, non seulement en vendant leurs produits directement à ces pays, mais aussi en approvisionnant les entreprises des États-Unis et d'autres économies avancées qui vendent aux marchés émergents. Alors qu'on observe un mouvement de la délocalisation vers la relocalisation, les entreprises canadiennes doivent assurer et accroître leur présence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Notre compétitivité

Un deuxième facteur influant sur nos exportations est la compétitivité. Entre 2000 et 2012, le coût de la main-d'œuvre par unité produite au Canada, comparé à celui des États-Unis et corrigé des variations de change, a augmenté de 75 % (**Graphique 12**). La majeure partie de cette perte de compétitivité est liée à l'appréciation du dollar canadien (en bleu), mais la croissance de la productivité plus faible au Canada qu'aux États-Unis a aussi joué un rôle notable (en vert).

Cette baisse de compétitivité se manifeste par une diminution de notre part de marché aux États-Unis. Non seulement le marché d'importation américain s'est contracté par rapport au reste du monde, mais la part du Canada sur ce marché a décliné (**Graphique 13**).

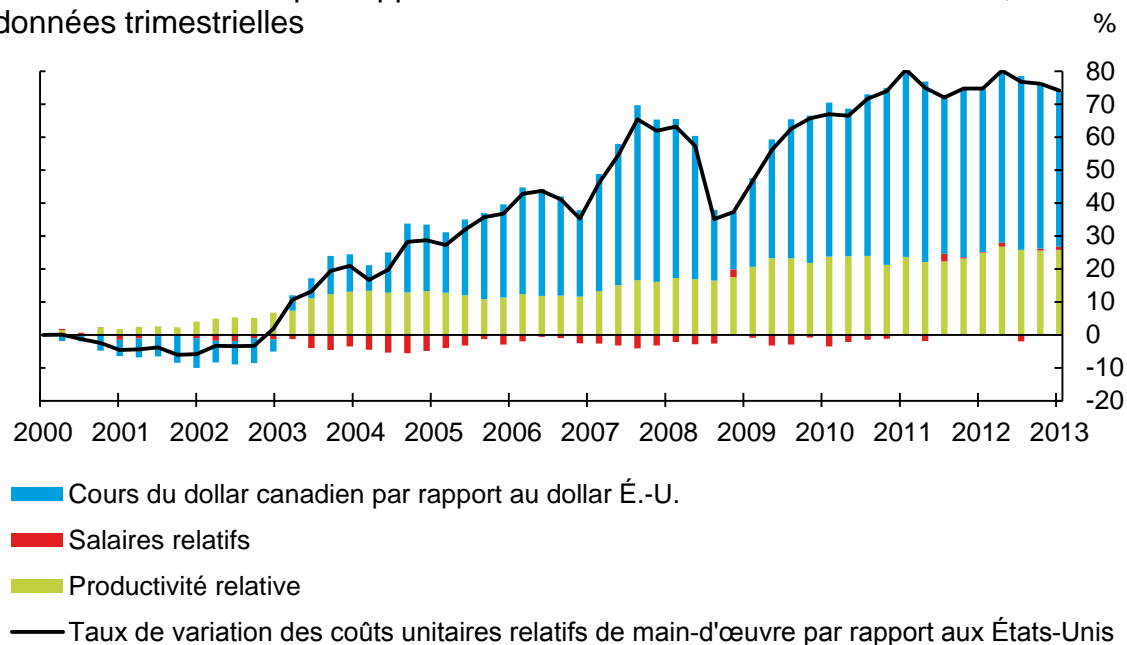
Que se serait-il passé si nous n'avions pas perdu de notre compétitivité? Où se situeraient nos exportations si nous avons maintenu notre compétitivité au niveau de 2002?

Si les exportations du Canada avaient crû en parallèle avec celles des économies américaine et mondiale - autrement dit si l'on tient pour acquise la

faiblesse de l'économie du globe et si l'on exclut le pétrole -, nos exportations de biens auraient été supérieures de 71 milliards de dollars (**Graphique 14**).

Graphique 12 : Les entreprises canadiennes ont perdu de leur compétitivité

Contribution de divers facteurs à la variation des coûts unitaires de la main-d'œuvre canadienne par rapport à ceux de la main-d'œuvre américaine, données trimestrielles

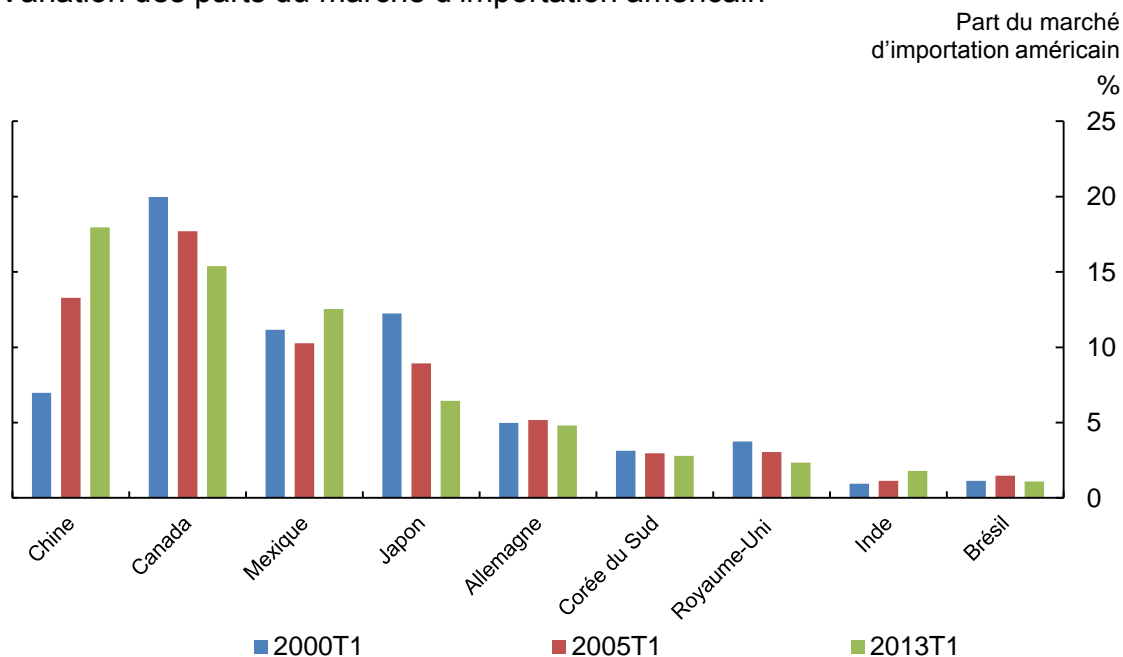


Sources : Statistique Canada, Bureau d'analyse économique des États-Unis et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2013T2

Graphique 13 : Le Canada a vu sa part du marché américain reculer davantage que bon nombre de ses pairs

Variation des parts du marché d'importation américain

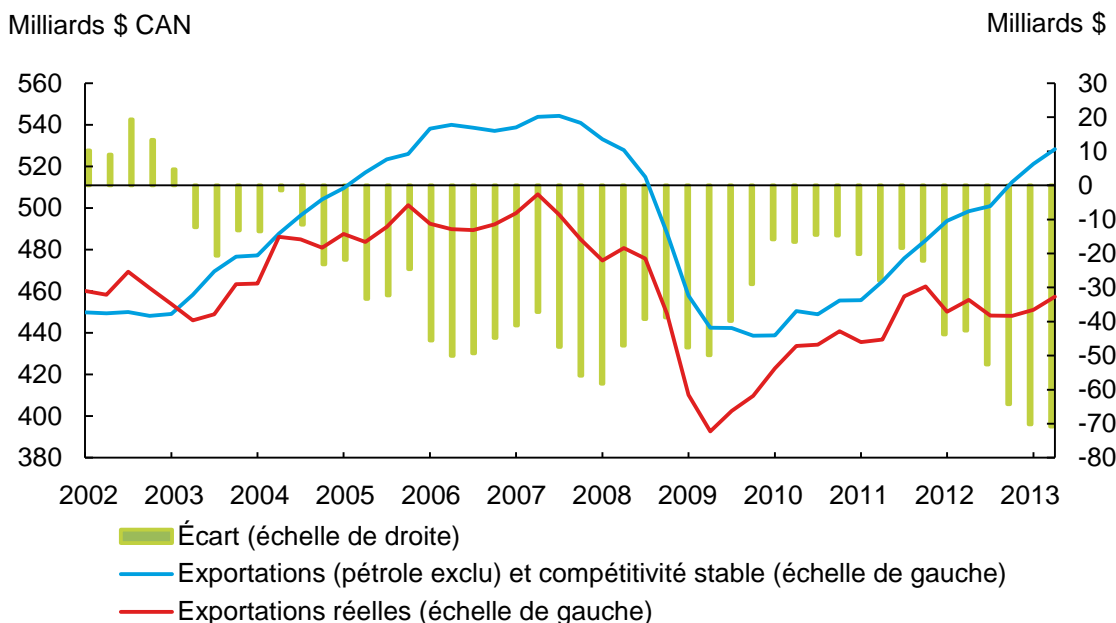


Source : Bureau d'analyse économique des États-Unis

Dernière observation : 2013T1

Graphique 14 : La perte de compétitivité a réduit nos exportations

Dollars enchaînés de 2007; données trimestrielles



Nota : Les calculs indiquant une compétitivité stable tiennent compte d'un taux d'accroissement des exportations équivalent à celui de la mesure de l'activité étrangère depuis 2002T1.

Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2013T2

De nombreux facteurs influent sur les investissements des entreprises et la productivité, dont l'accès au capital de risque, le cadre réglementaire, les infrastructures et l'asymétrie des compétences. C'est pourquoi la productivité est particulièrement difficile à prévoir. Mais à plus long terme, une montée des exportations devrait pousser les investissements à la hausse, ce qui devrait à son tour accroître la productivité. Le fait que les firmes exploiteront pleinement leur équipement existant devrait aussi faire augmenter la productivité. Et comme les nouveaux investissements supposent habituellement de nouvelles technologies, une fois les nouveaux investissements concrétisés, les travailleurs auront à leur disposition des biens d'équipement en plus grande quantité et de meilleure qualité. Des travailleurs mieux outillés étant plus productifs, notre compétitivité devrait s'améliorer.

Notre éventail de produits

Le troisième facteur qui influence nos exportations est ce que nous exportons, autrement dit notre éventail de produits. Deux forces entrent en jeu ici, qui ont agi en sens contraire.

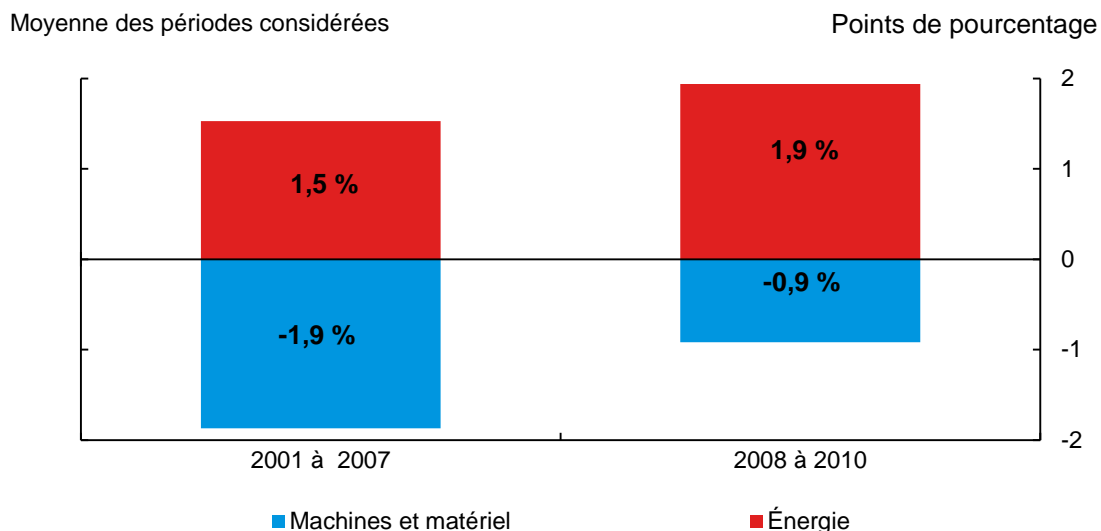
De 2000 à 2007, la forte croissance des économies avancées et émergentes a créé à l'échelle du globe une vive demande de machines et matériel et de biens de consommation. Cette modification de la composition de la demande mondiale n'a pas été favorable pour le Canada. En effet, les machines et le matériel ainsi que les biens de consommation représentent une proportion plus faible de nos exportations dans le panier moyen de produits exportés dans le monde.

Par contre, la situation inverse a été observée dans le cas des produits de base. Au cours des dernières années, grâce à l'élan fourni par ces produits, qui comptent pour une large part de nos exportations, notre éventail de produits a eu

un effet positif net pour le Canada, la hausse de nos exportations de produits énergétiques ayant plus que contrebalancé le recul des machines et du matériel (**Graphique 15**).

Graphique 15 : La vigueur des exportations de produits énergétiques a compensé la faiblesse des exportations d'autres biens

Contributions de l'effet de structure des produits à la différence entre la croissance des exportations canadiennes et celle des exportations mondiales



Sources : base de données Comtrade des Nations Unies et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2010

Les produits de base énergétiques occupent une proportion de plus en plus appréciable de nos exportations. En 2000, ils représentaient 11 % de celles-ci et aujourd'hui, ils comptent pour presque 20 %. Et le pétrole est de loin la matière première la plus importante. Sa part dans la production de matières premières a essentiellement doublé au cours de la dernière décennie, pour s'établir à près de 50 % aujourd'hui (**Graphique 16**).

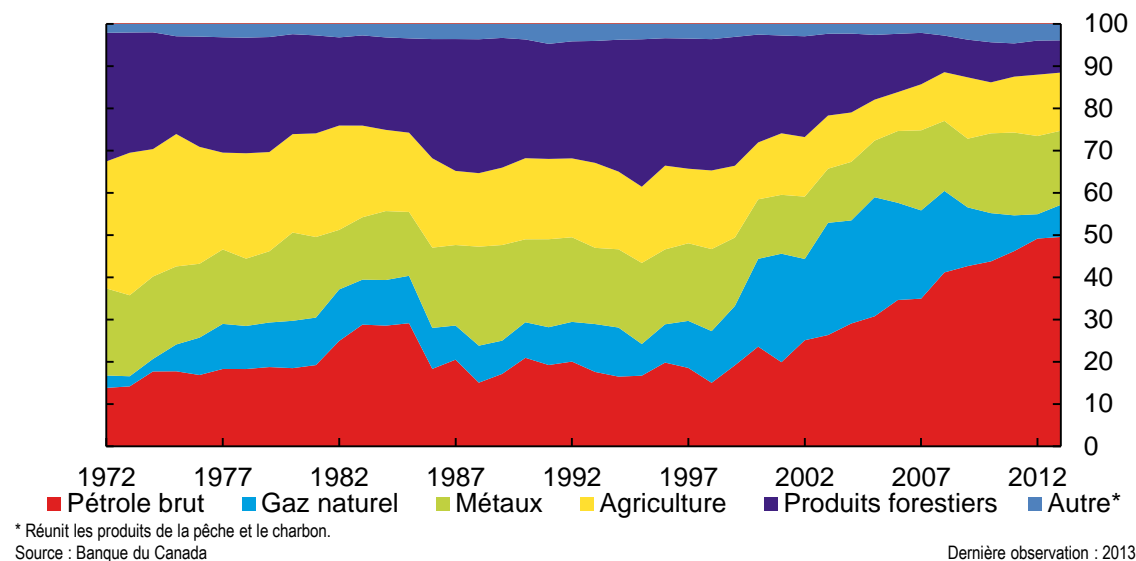
Dernièrement toutefois, la congestion des infrastructures de transport des ressources énergétiques en Amérique du Nord a limité cet effet positif lié à l'éventail de produits. Si l'exploitation des sables bitumineux prend constamment de l'ampleur, les capacités de transport deviennent de plus en plus problématiques. Tous les scénarios réalistes entourant l'indépendance énergétique aux États-Unis englobent la production de brut canadien. Cependant, il faut pouvoir le transporter.

Dans les prochaines années, notre éventail de produits devrait fournir un élan moins grand qu'au cours des cinq dernières. Comme je l'ai mentionné plus tôt, on s'attend à ce que les cours des produits de base demeurent relativement stables jusqu'à la fin de 2015, mais certains de nos secteurs d'exportation qui ont particulièrement souffert, comme celui des produits forestiers, devraient se redresser.

Graphique 16 : Le pétrole est maintenant la matière première la plus importante du Canada

IPPB Fisher 2013 - Parts nominales des matières premières

Parts en valeur dans la production canadienne de matières premières, données annuelles %



Les exportations de services : un débouché prometteur

Enfin, permettez-moi de dire quelques mots au sujet de nos exportations de services. Nous avons tendance à nous focaliser sur les exportations de biens, mais les services pourraient très bien devenir une source plus importante de revenus pour le Canada.

Les services comptent déjà pour 15 %, ou 75 milliards de dollars, de nos exportations, soit plus que les véhicules automobiles et les pièces ou les machines et le matériel. Et contrairement à ces deux secteurs, nos exportations de services ont été relativement stables tout au long de la récession (**Graphique 17**).

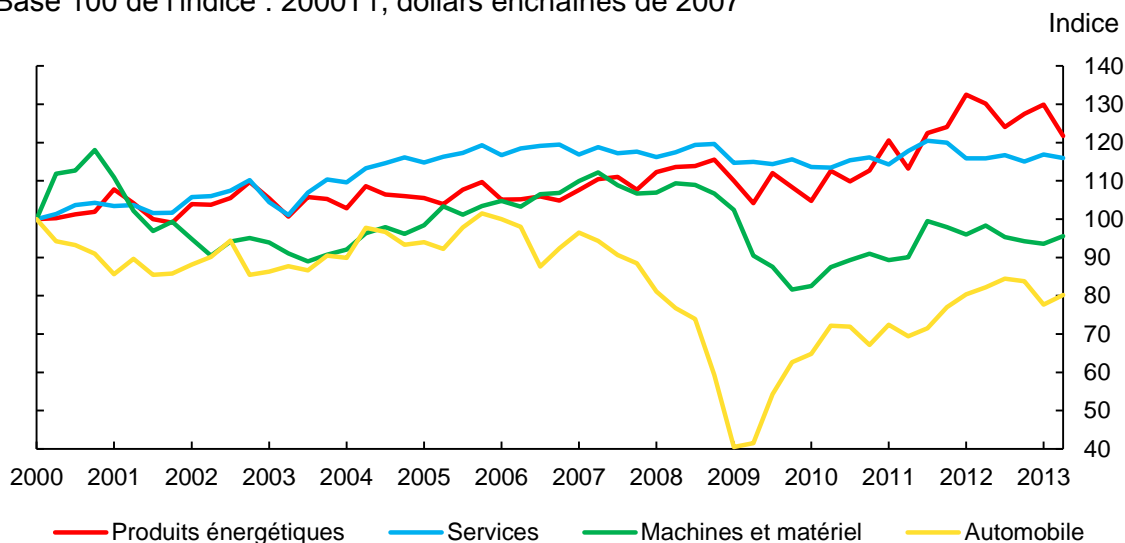
La croissance de l'économie du savoir à l'échelle mondiale change la composition de nos exportations de services. Nous avons vendu, et continuons de vendre, les produits de notre travail intellectuel au reste du monde. Il s'agit notamment de services de gestion, de services informatiques et de l'information, de services financiers et de services d'ingénierie. Les services exportés englobent les nouvelles applications, les logiciels de sécurité et de formation, l'analyse de données, le multimédia, les services en ligne et les systèmes de gestion des médias sociaux.

Plus de 60 %, ou 46 milliards de dollars, de nos exportations de services sont des services commerciaux, dont quelque 40 % sont achetés par des clients autres qu'américains. Environ 50 % des services financiers et liés à l'assurance, l'une des principales catégories d'exportations de services, sont destinés à des marchés non américains. Et si les exportations de services de gestion vers les États-Unis et l'Union européenne ont ralenti depuis 2005, elles ont crû dans d'autres pays. Cette tendance fait ressortir l'une des forces considérables de nos

exportations de services : elles sont plus diversifiées que nos exportations de biens. Plus de 20 % sont destinées à des pays hors OCDE.

Graphique 17 : Les exportations canadiennes de services sont restées stables

Base 100 de l'indice : 2000T1, dollars enchaînés de 2007



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2013T2

Conclusion

Je vais tenter de résumer. Afin de réduire sensiblement la marge de capacités inutilisées qui subsiste au sein de l'économie canadienne, la croissance annuelle devra se chiffrer à au moins 2 1/2 %. Pour ce faire, la demande devra se déplacer vers les exportations et les investissements des entreprises.

Les conditions sont réunies pour une accélération de l'investissement, mais, dans un monde incertain, les entreprises doivent constater un redressement de la demande avant de s'engager. Une amélioration des perspectives mondiales, surtout celles des économies avancées, devrait stimuler nos exportations. Pour tirer pleinement parti de cet élan, nous devons accroître notre compétitivité tout en développant de nouveaux marchés et en assurant notre position dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Comme nous l'avons précisé dans notre communiqué sur le taux directeur le 4 septembre dernier, les conditions économiques incertaines à l'échelle du globe semblent retarder le déplacement vers les exportations et les investissements. La croissance à court terme semble maintenant un peu moins volatile qu'escompté initialement. Nous prévoyons à présent qu'elle se situera entre 2 et 2 1/2 % aux troisième et quatrième trimestres de cette année avant de se raffermir l'année prochaine, à la faveur de l'accélération du déplacement des exportations et des investissements.

Il existe un risque que ce déplacement soit retardé davantage. Parallèlement, les résultats de divers sondages récents et d'autres observations, dont la hausse des chiffres liés à la création d'entreprises, donnent à penser que les entreprises deviennent plus optimistes. Et une fois que s'amorcera la séquence caractérisée par une hausse des exportations, une amélioration de la confiance, une montée

des investissements et un accroissement de la productivité, elle pourrait bien porter ses fruits plus vite que prévu. Nous suivrons cette dynamique de près.

L'inflation étant faible, la politique monétaire demeure fortement expansionniste, ce qui donnera le temps à la reprise des exportations et des investissements de s'enraciner.

Ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés au défi de favoriser un redressement de nos exportations face au changement du contexte mondial. Des peaux de castor aux matériaux de construction, nous avons vu la demande visant nos produits plonger sur les marchés. Nous nous sommes relevés en mettant au point de nouveaux produits et services et en pénétrant de nouveaux marchés. Il ne fait aucun doute que nous possédons l'esprit d'entreprise, les compétences, la main-d'œuvre qualifiée et le savoir-faire nécessaires pour rivaliser avec succès sur les marchés mondiaux. Mais cela ne rend pas la tâche plus facile pour autant.

NOTES

¹ D. de Munnik, J. Jacob et W. Sze (2012), *The Evolution of Canada's Global Export Market Share*, document de travail n° 2012-31, Banque du Canada.

² Les trois volets (communément appelés les « trois flèches ») sont les suivants : 1) l'adoption d'une cible d'inflation de 2 % et un assouplissement monétaire quantitatif sans précédent permettant d'atteindre cet objectif d'ici deux ans environ; 2) la mise en place d'importants stimulants budgétaires à court terme, suivie d'un assainissement des finances publiques à compter du milieu de 2014; et 3) l'instauration de réformes structurelles afin de favoriser l'expansion à long terme.

³ Exportation et développement Canada (2013), sondage semestriel mené auprès d'entreprises canadiennes, 27 juin. Internet : <http://www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/News-Releases/Pages/tci-2013.aspx>